
Situation économique et financière de l'Albanie en 2017

L'économie albanaise est actuellement engagée dans un processus de convergence économique vers l'Union européenne et a renoué avec la croissance malgré la persistance d'un déséquilibre du commerce extérieur et un chômage élevé. Les efforts de consolidation budgétaire ont permis de corriger la courbe de la trajectoire de la dette publique. Le secteur financier reste handicapé par un taux particulièrement élevé de créances douteuses. La poursuite des réformes structurelles est indispensable et la réforme de la justice doit être achevée.

L'économie albanaise est engagée dans un processus de convergence économique dynamique vers l'UE

Pays en autarcie économique jusqu'au début des années 90, le pays connaît depuis une période de transition politique et économique accélérée. Des réformes structurelles sont en cours afin de satisfaire les conditions nécessaires à son adhésion à l'UE. Membre de l'ALECE, l'Albanie a conclu un accord d'association et de stabilisation avec l'UE et a obtenu le statut de candidat officiel à l'UE en juin 2014.

L'Albanie reste un des pays les plus pauvres d'Europe mais l'écart de niveau de richesse se réduit peu à peu. Le PIB nominal de l'Albanie s'établit à 11 Mds EUR en 2016, pour une population d'environ 2,9 M d'habitants, soit un PIB par habitant de l'ordre de 3 800 EUR. Exprimé en standard de pouvoir d'achat, ce PIB par habitant est l'un des plus faibles des Balkans, estimé à 30% de la moyenne européenne en 2016.

Les transferts de la diaspora (d'au moins 7% du PIB) alimentent l'économie albanaise. Plus d'un million d'albanais serait installé à l'étranger pour une population de 2,9 M. L'émigration est nourrie par la jeunesse de la population albanaise (les moins de 25 ans représentent 33% de la population) et par l'important différentiel de salaires qui perdure avec les pays voisins. Près de 550 000 albanais vivent en Italie et 500 000 en Grèce.

L'économie albanaise est dominée par le secteur des services, qui représente près de 56% de la valeur ajoutée en 2016 et par le secteur agricole (18% de la valeur ajoutée en 2016). Ce dernier est constitué de petites exploitations de subsistance peu compétitives et concentre près de la moitié des emplois. A noter le faible poids de l'industrie de transformation, 10% de la valeur ajoutée, inférieur au poids du secteur de la construction (11%), le secteur minier représente, quant à lui, 3% de la valeur ajoutée en 2016. L'Albanie exporte de nombreuses matières premières, notamment du pétrole, du fer et de l'acier, et des minerais. Ce pays dispose des plus importantes réserves de chrome en Europe et les 4èmes au niveau mondial.

L'économie albanaise a renoué avec une croissance dynamique en 2016

Selon les derniers chiffres fournis par l'INSTAT (03/04/2017), la croissance s'est portée à 3,5% en 2016, après 2,6% en 2015 et 1,8% en 2014. La croissance a été tirée par l'investissement privé et la consommation des ménages. A noter un taux de chômage important de 17,1% en 2015 ramené à 14,2% en 2016, qui touche particulièrement les jeunes (près de 30%).

La croissance devrait s'établir à un niveau de 4% environ en 2017 et 2018 selon le Vice-Ministre des Finances. L'activité continuera de profiter de la vigueur de la consommation intérieure et de la poursuite de l'investissement étranger dans les infrastructures, notamment dans l'énergie avec la poursuite de la construction du gazoduc Trans adriatique (TAP) destiné à transporter le gaz azéri jusqu'en Italie et du complexe hydroélectrique sur la rivière Devoll. La remontée des prix des matières premières sur les marchés internationaux devraient également soutenir les exportations.

L'inflation a atteint 1,3% en moyenne annuelle en 2016, un taux inférieur à la cible de 3% que s'est fixée la Banque centrale d'Albanie. Elle s'est établie à 1,6% en septembre 2017. Dans ce contexte, la Banque centrale mène une politique accommodante avec un abaissement du taux directeur à 1,25% depuis mai 2016. La Banque centrale intervient, si nécessaire, sur le marché des changes pour s'assurer de la stabilité du LEK albanais qui s'apprécie légèrement face à l'EUR depuis début 2015.

La structure des échanges extérieurs est déséquilibrée avec un déficit commercial des biens élevé, de l'ordre de 24% du PIB en 2016, et un volume d'échanges commerciaux modeste à l'aune régionale (35% du PIB). L'étroite base productive en Albanie (textile, chaussures, pétrole, minerais et électricité) contraint le pays à importer l'essentiel des biens de consommation et d'équipement, ce qui explique ce déficit structurel. D'un point de vue conjoncturel, ce déficit a été affecté par la baisse des prix des matières premières depuis 2011, l'Albanie étant exportateur de minerais, et par la hausse des importations liées à la construction du pipeline TAP et de la centrale hydroélectrique de la rivière Devoll. Ce déficit commercial est en partie compensé par le solde excédentaire de la balance des services (7% du PIB), qui s'explique par le dynamisme du secteur touristique et l'activité de perfectionnement passif dans le textile. Le déficit du compte courant atteint 7,6% du PIB en 2016 après 8,6% en 2015 et il est entièrement couvert par les flux d'IDE qui représentent 8,7% du PIB en 2016. Pour le premier semestre 2017, le déficit du compte courant a également été compensé en totalité par les flux d'IDE.

La consolidation budgétaire réalisée sous l'égide du FMI a permis de réduire substantiellement le déficit budgétaire et de corriger la trajectoire de la dette publique

Suite aux élections de 2013, remportées par Edi Rama, ce dernier a fait appel au Fonds Monétaire International pour remettre en ordre les finances publiques notamment marquées par un déficit de plus de 5% du PIB et des arriérés évalués à près de 4% du PIB. Le FMI a conclu avec l'Albanie, en février 2014, un Mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility) d'une durée de trois ans jusqu'en février 2017, pour un montant de 330 M EUR. Ce programme est maintenant terminé et s'est traduit par une réduction du déficit de 5,2% en 2013 à 1,8% en 2016, il a permis d'enclencher une réduction du ratio « dette sur PIB » et d'accroître les recettes fiscales qui sont passées de 24% à 28% du PIB.

S'agissant de la dette publique, estimée à 73,3% du PIB fin 2016, elle est désormais engagée dans une trajectoire descendante et devrait atteindre 71,5% fin 2017, selon le FMI. Le gouvernement, quant à lui, a pour objectif d'atteindre le ratio de 60% du PIB en 2021. Les efforts pour allonger la maturité de la dette ont permis de réduire le poids de la dette à court terme à 22,5%, cependant la moitié de la dette publique est libellée en devises étrangères, ce qui l'expose à un risque de change significatif. A signaler également que plus de 32% de la dette a été émise à des taux variables, ce qui l'expose également à un risque important de variation des taux d'intérêt.

Le secteur bancaire est en cours de restructuration et doit gérer la problématique des prêts non performants

Composé de 16 banques, le secteur bancaire albanais comprend 13 banques étrangères, qui représentent 96% des actifs totaux en 2016 contre 14% en 1998. Les quatre premiers pays d'origine des banques étrangères implantées en Albanie sont la Turquie (Banque Nationale Commerciale : 22% des actifs), l'Autriche (Raiffeisen Bank : 18%), la Grèce (Tirana Bank : 6%, Alpha Bank Albania : 6%, NBG : 3%) et l'Italie (Intesa Sanpaolo Bank Albania : 8%, Veneto Bank : 2%). La Société Générale possède 9% des actifs totaux, en 4ème position.

Le ratio d'adéquation du capital s'établit à 16,3% en juin 2017. Le résultat financier dégagé par les banques albanaises s'est amélioré en 2017 (RoE : 16,7%), (RoA : 1,6%) sous l'effet de la réduction du poids des NPL. Si fin 2016, le taux des NPL a connu une progression à 18,3% en raison de deux importantes faillites en Albanie (Kurum, aciérie et centrale hydroélectrique, et ARMO, raffinerie), ce taux a connu une baisse substantielle au cours des derniers mois, et s'établissait à 15,8% fin mai 2017.

Bien qu'une politique accommodante soit menée par la Banque centrale, l'accès au financement reste particulièrement difficile. Malgré l'abondance des liquidités – le ratio dépôts/prêts s'élevant à 185% fin 2016 – et des niveaux de capitalisation supérieurs aux normes de Bâle II, la distribution des crédits des banques reste pénalisée par le poids des prêts non performants, qui sont globalement provisionnés en moyenne à 70%.

Si d'importantes réformes structurelles ont déjà été menées, un climat des affaires positif doit être restauré et la réforme de la justice achevée

Outre le programme de consolidation financière que le gouvernement s'est engagé à suivre, suite au programme avec le FMI, les autorités albanaises se sont engagées avec certaines IFIs sur d'importantes réformes structurelles. Certaines réformes commencent à générer des économies substantielles pour le budget. La réforme du secteur de l'électricité s'est traduite par une vaste réorganisation du secteur, un réajustement des prix payés aux producteurs et une réduction substantielle des pertes financières. La réforme des retraites a consisté en une hausse progressive de l'âge de départ à la retraite, l'indexation des retraites sur l'inflation et la mise en place d'une retraite minimum pour les plus démunis. La réforme territoriale a fortement réduit le nombre de collectivités territoriales, ce qui contribue à une diminution des coûts de fonctionnement du dispositif.

Mais des efforts substantiels doivent encore être menés pour améliorer l'environnement des affaires qui reste pénalisé par la corruption, une criminalité importante et un état de droit défaillant. La réforme en cours de la justice accordant davantage de garanties sur l'indépendance des juges est une étape à saluer. La réforme du secteur de l'énergie doit être poursuivie avec notamment des investissements dans la diversification de la génération électrique albanaise (100% hydraulique).

Indicateurs macroéconomiques 2016			
PIB (Md EUR)	11	Population (M d'habitants)	2,9
Taux de croissance (%)	3,5	Taux de chômage (%)	16
Taux d'inflation annuel (%)	1,3	Taux de change	1€= 136,9 ALL
Importations de B&S (en % du PIB)	46	Exportations de B&S (en % du PIB)	29
Solde courant (% du PIB)	-7,6	Flux d'IDE (en % du PIB)	8,7
Solde public (% du PIB)	-1,8	Dette publique (% du PIB)	71,5
Crédit (en % du PIB) 2015	41	Taux de prêts non performants	18

Sources : FMI, Commission européenne, Ministère des Finances, Institut des statistiques, Banque Centrale

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Jean-Marie Demange et Mirela Mata